

De Koschter am Kongo

Obwohl das Kongo-Thema schon durch alle Medienwölfe gedreht wurde, hat das Dossier in forum Nummer 208 noch Einiges zu bieten. Neben allgemeinen Artikeln enthält es Interviews mit ZeitzeugInnen und harte Fakten zur dramatischen heutigen Situation im Kongo.

Daneben beschäftigen sich gleich zwei Beiträge mit dem Luxemburger Kunstverständnis, wobei die Gëlle-Fra-Debatte begrüßt, aber die Frage aufgeworfen wird, ob das Kunstwerk mit dem prallen Bauch nicht ein bisschen platt daherkommt. Hervorzuheben ist auch das Interview mit François Biltgen zum neuen Pressegesetz, Henri Wehenkels ("déi Lénk") kritischer Kommentar zum friedenspolitischen Papier von "Déi Gréng" und ein Artikel über den vertuschten BSE-Butter-Skandal.

Forum Nr. 208 erhältlich in jedem Kiosk.

Adieu les paradis fiscaux

"Attac" (Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide au citoyens) invite à une manifestation pour supprimer les paradis fiscaux, le 9 juin prochain, à Saint Malo. Le rassemblement est annoncé pour 9.30 heures, place des Frères Lamennais (devant l'Hôtel des Impôts). Il sera suivi d'une manifestation festive, d'un pique-nique avec stands et animations, d'ateliers de formation et d'une conférence-débat. Les personnes intéressées sont priées de contacter "Attac-Luxembourg" au numéro de téléphone 33 38 69. Signalons également la sortie du nouveau bulletin de l'association, "Lignes d'attac", dans lequel vous trouverez notamment un texte sur le boycott citoyen efficace de Danone.

Protestpost gegen adelige Patenträuber

Mit Postkarten gegen das Basmati-Patent der texanischen RiceTec protestieren, dazu haben LehrerInnen des Gymnasiums in Echternach aufgerufen. Das Basmati-Reis-Patent sichert der RiceTec-Gruppe das ausschließliche Recht auf die Benutzung des Namens "Basmati" für Reisprodukte zu. Mit diesem "räuberischen, intellektuellen Besitzanspruch", so die LehrerInnen, sei der Lebensunterhalt von Hunderttausenden von Kleinbauern und ihren Familien in Indien, Pakistan und Nepal direkt bedroht. Der Postkartenprotest richtet sich an eine noble Adresse: Seine Durchlaucht, Fürst Hans-Adam 2 in Liechtenstein, ist Hauptaktionär des Unternehmens und soll auf diesem Weg überzeugt werden, das Patent wieder abzugeben.

Proposition Ombudspersonne

La députée Lydie Err (POSL) a déposé une proposition de loi sur l'instauration d'une ombudspersonne. Dans l'exposé des motifs, elle reprend l'affaire des retracements téléphoniques dont ont été victimes le président du groupe parlementaire du POSL et son secrétaire particulier. "Sans vouloir à cet endroit établir des affirmations précises, cette affaire démontre qu'il y a des lacunes au niveau des mécanismes de contrôle quand il s'agit de veiller sur le fonctionnement des autorités de l'Etat. Cette affaire a surtout prouvé qu'il est indispensable de créer un organe chargé du contrôle du bon fonctionnement des instances publiques auquel tout citoyen qui se croit lésé dans ses droits peut s'adresser."

Cotton Club

Le numéro 4 de "Zoom micro-finance" édité par SOS Faim est consacré à "Kafo Jiginew", un réseau mutualiste de caisses d'épargne et de crédit, qui est l'un des systèmes de financement décentralisé les plus importants d'Afrique de l'Ouest. Cette "banque des paysans" associe une large base populaire à des partenaires du nord: quatre ONG et le "Crédit coopératif français". "Kafo Jiginew" essaye de concilier rigueur financière et humanisme, ce qui donne parfois lieu à "des tensions compréhensibles" entre les acteurs.

La récente crise du coton - une baisse des prix de 20 pour cent - a mis en évidence la fragilité du projet et sa dépendance à l'égard de cette seule culture. La réponse a consisté à payer des prix supérieurs pour le coton et à rééchelonner les dettes, puis à rechercher une diversification.

Bulletin disponible en format PDF sur le site www.sosfaim.be ou sur demande au 49 09 96.

"AMNESTY" A 40 ANS

"Mieux vaut allumer une bougie que maudire l'obscurité"

Alors que le mouvement international fête son quarantième anniversaire, un petit retour sur l'histoire d'Al Luxembourg ...



(ai/worxx) - Très souvent, sur les stands ou dans la rue lors de la vente des bougies au mois de décembre, revient la même question: "Et vous Amnesty, au Luxembourg, vous faites quoi?", comme si les interlocuteurs ne voyaient pas quel peut être l'intérêt de la section luxembourgeoise de l'organisation internationale qui comporte aujourd'hui plus de 7500 groupes à travers le monde. Pourtant, la réponse est simple: comme les autres sections nationales, Amnesty Luxembourg ne travaille pas sur son propre pays mais

s'investit par contre pour défendre les droits de victimes dans les autres pays du monde: avant toute chose, les membres écrivent pour demander la libération de prisonniers, pour prendre la défense de femmes torturées, d'enfants enrôlés, pour obtenir justice... Ensuite ils essaient de sensibiliser le public, de recruter des nouveaux membres, de rechercher les fonds qui permettront de poursuivre le travail de l'association, de fournir des informations aux médias, au gouvernement ... La défense des droits des personnes réfu-

Les principes d'Amnesty International

Amnesty se veut avant tout **indépendante** de tout gouvernement, groupement politique ou religieux. L'association est financée uniquement par les cotisations, les dons ou la vente de ses produits. Contrôlant la provenance de ses ressources, Amnesty peut, sans crainte d'être taxée de partialité ou d'appartenance politique, éditer ses rapports et dénoncer les violations des droits humains partout où elles se produisent. Toujours pour préserver une indépendance politique indispensable, il a été décidé, dès le départ, que les membres d'Amnesty ne mèneraient pas d'action sur leur propre pays.

Indépendance et **impartialité** sont fortement liées: Amnesty applique son mandat avec la même rigueur à toutes les situations, partout dans le monde. Ses membres, de tous horizons politiques et philosophiques s'engagent à travailler ensemble pour des personnes dont ils ne partagent pas nécessairement les opinions. Quand ils demandent la libération d'un prisonnier, ils ne portent pas de jugement sur ses opinions ou ses croyances. Il en va de même quand Amnesty entreprend une action sur un pays; elle ne juge pas le gouvernement mais le rappelle à l'ordre et condamne les violations des droits humains commises sous son autorité.

Enfin, la clause de **non-violence** participe de l'essence du mouvement depuis sa fondation. Elle a fortement contribué à lui apporter le soutien d'un public très divers, mais elle n'est pas philosophique, dans le sens qu'Amnesty ne porte pas de jugement sur l'utilisation de la violence à des fins politiques. Par contre, si un prisonnier politique a utilisé ou encouragé la violence, quelle que puisse être la justesse de sa cause, l'association ne demandera pas sa libération. En tous les cas et quel que soit le crime commis, cet accusé doit avoir droit à un procès équitable et à être traité avec humanité.

Pour tout renseignement complémentaire:
Amnesty International Luxembourg, 23, rue des Etats-Unis, Luxembourg
(b.p. 1904, L-1019 Luxembourg), Tél. 48 16 87, Fax 48 36 80, e-mail@amnesty.lu, www.amnesty.lu

giées au Luxembourg constitue la seule exception à la règle de non-travail sur son propre pays.

La section luxembourgeoise d'Amnesty est née en 1970, à l'initiative d'un groupe d'amis, révoltés par le sort des prisonniers politiques et enthousiasmés par l'idée de Benenson. Il y avait là des Luxembourgeois, des Français, des Finlandais, des Allemands. Aujourd'hui encore, on pourrait dire qu'Amnesty Luxembourg est la plus internationale de toutes les sections: un simple coup d'oeil sur les nationalités des membres du Conseil d'Administration en est la preuve: Luxembourgeois, Italiens, Grecs et Français réunis autour de la même bougie.

Quand la section s'est constituée, elle représentait un seul groupe d'adoption, qui s'est vu confier le sort de trois prisonniers: un témoin de Jéhova, objecteur de conscience dans l'Espagne de Franco, un néo-baptiste d'Odessa, condamné à cinq ans de prison pour avoir prié selon les rites de sa confession non officiellement reconnue et un homme du Kashmir, nationaliste critique à l'égard des autorités indiennes. Trente et un an plus tard, huit groupes de bénévoles s'investissent dans les actions proposées par Amnesty. Cinq d'entre eux sont les "parrains" de prisonniers d'opinion.

Dès les premières années d'existence de la section, la "campagne bougie" a été l'un des principaux temps forts de l'année luxembourgeoise amnestienne, représentant une occasion unique de rencontrer le public, de diffuser les documents Amnesty, de parler du travail mené par l'association ... Aujourd'hui encore, tous les ans, à partir du 15 novembre, les membres d'Amnesty Luxembourg, qu'ils appartiennent aux groupes ou non, sont sollicités pour vendre ces bougies symboliques, qui rappellent constamment le vieux proverbe chinois postulant que "mieux vaut allumer une bougie que maudire l'obscurité". Toutes les activités menées pendant cette période culminent le 10 décembre, jour anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, où chacun et chacune sont invités à allumer leur bougie et à la placer près de leur fenêtre, en signe de solidarité avec les victimes pour lesquelles Amnesty lutte.

Amnesty Luxembourg a fêté ses trente ans l'année dernière, en février 2000. A cette occasion, le président fondateur de l'association luxembourgeoise, Nic Klecker, est intervenu devant les membres, pour donner son point de vue sur l'évolution du mouvement et rappeler les premières années d'AIL. Il a conclu son allocution par ces mots "Amnesty Luxembourg, ce sont tous ses membres, actifs et sympathisants. La section se crée chaque fois qu'un nouveau membre la rejoint avec la conviction que la tâche à entreprendre se renouvelle chaque jour parce que les victimes de la répression attendent le secours".